

Le 17 juin 1954, Pierre Mendès France à Matignon !

Vincent Duclert

Soixante-dix ans après son investiture, le parcours et les engagements de Pierre Mendès France offrent pour aujourd'hui une boussole, une grammaire de l'action politique et une certaine conception de la démocratie, qui ne réduit pas cette dernière aux élections et au gouvernement de la majorité.

Que retenir de l'investiture du ministère de Pierre Mendès France débutée le 17 juin 1954 dans l'hémicycle, poursuivie tard la nuit, votée dans les premières heures du 18 juin, sinon qu'elle laissait à la postérité un discours historique et qu'elle inaugurerait une expérience gouvernementale de 7 mois et 18 jours, aussi brève que marquante, symbole d'une « *démocratie républicaine en actes* » ? Que dire des notions d'engagement politique, de méthode de gouvernement, d'éthique intellectuelle, de probité personnelle, de progrès social, affirmées dès ce jour, et de leur incarnation dans ce temps de l'action ?

« *Mesdames, messieurs, je vous offre un contrat* », déclarait Pierre Mendès France à la tribune de l'Assemblée ce jour précis du 17 juin 1954.

« Chacun de vous pèsera en conscience les sacrifices que je lui demande, mais aussi les chances que je peux apporter au pays. Si vous estimez - après des débats au cours desquels je comprendrai vos scrupules - que je puis être utile, que je puis contribuer au rétablissement de la paix à laquelle tout le pays aspire, si vous croyez que mon programme est conforme à l'intérêt national, vous devrez m'accorder votre appui et, plus encore, m'aider dans l'accomplissement de ma tâche. Comment refuseriez-vous de contribuer activement à la réalisation d'objectifs que, par votre vote, vous auriez reconnus vitaux et urgents ? Mais le gouvernement sera ce que seront ses membres. Je ferai appel, si vous me chargez de le constituer, à des hommes capables de servir, à des hommes de caractère, de volonté et de foi. Je le ferai sans aucune préoccupation de dosage. Je ne m'interdis même pas - tant est vif mon désir de constituer la plus large union nationale — de demander éventuellement leur concours à des députés qui, pour des raisons respectables, n'auraient pas cru pouvoir, en première instance, m'accorder leur suffrage. »

Amené en 2002 à rédiger la notice Pierre Mendès France pour *Le Dictionnaire critique de la République*¹, je relevais la solennité de ces engagements, présents dès son discours du 3 juin 1953 quand se profilait déjà la perspective d'une accession à Matignon, et selon la formule de *L'Express* : « *un moment du destin français* ». Dans une synthèse biographique de 1994, l'historien Jean-Louis Rizzo insistait sur ce qui faisait l'originalité de Pierre

Mendès France : « *Il tranche par l'évocation d'un contrat précis entre le gouvernement et le Parlement, par la proposition d'obtenir les pleins pouvoirs sur ce contrat, par l'appel à la jeunesse enfin* ² ». Ces engagements sont réitérés le 17 juin 1954. Ils emportent l'adhésion d'une majorité de députés de gauche, de centre gauche et du centre. 419 voix votent l'investiture, contre 47 et 143 abstentions. Pierre Mendès France affirme pleinement l'autorité de l'exécutif dont il prend la tête, mais s'engage auprès de l'Assemblée. Il refuse les « négociations interminables » généralement préalables à la formation des ministères sous la IV^e République. Il appelle au gouvernement des hommes nouveaux au service d'une politique volontariste, voire dirigiste. Il présente à l'opinion, par le biais des « causeries du samedi », sa méthode et ses objectifs. Adeptes du langage de la vérité³, il multiplie les discours pour convaincre le pays qu'il n'y a pas, comme en Angleterre, de contradiction entre l'action gouvernementale et la représentation nationale, pourvue que le gouvernement choisisse d'expliquer sa politique, de défendre la volonté populaire, et que le pays puisse choisir son destin.

Un élan politique

« PMF », tel que le baptise *L'Express* le 3 juillet 1954, réussit son pari de sortir la France en un mois du « bourbier » indochinois. Les accords de Genève sont signés le 19 juillet et le traité officiellement ratifié le 20 juillet. Pierre Mendès France prolonge la politique de décolonisation en accordant l'autonomie interne de la Tunisie par le célèbre « discours de Carthage », une solution étendue ensuite au Maroc. Il place les députés devant leurs responsabilités quant à l'avenir de la Communauté européenne de défense, son rejet lui permettant de reprendre la construction européenne. Le pragmatisme et la volonté de PMF se vérifient également dans la politique de reconstruction et de modernisation de la France à travers l'application d'un programme de redressement et d'expansion économique que supervise le radical Edgar Faure avec un groupe de hauts fonctionnaires (Gabriel Ardand, François Bloch-Lainé, Valéry Giscard d'Estaing, Simon Nora notamment), l'impulsion donnée à la démocratisation de l'enseignement, l'élaboration d'une véritable politique de recherche, la programmation de la

force de frappe nucléaire, etc.

Malgré sa prudence voire son incompréhension pour les premiers « événements d'Algérie », Pierre Mendès France est désavoué par sa majorité, dont de nombreux députés radicaux qui le considèrent comme le « bradeur de l'empire ». Le fait qu'il soit juif ajoutant aux yeux de ses détracteurs un degré supplémentaire de culpabilité. L'antisémitisme est palpable à la chute de son gouvernement le 5 février 1955. Son départ de Matignon ne signifie pas pour autant la fin de l'élan politique incarné par cette expérience gouvernementale ni l'espoir qu'elle a suscité dans de larges fractions de la société, chez les jeunes, les républicains, les femmes et les hommes de gauche. Il s'emploie à faire vivre l'un comme l'autre, démontrant par là-même sa capacité à surmonter l'échec.

De l'avis de l'historien et compagnon de route Claude Nicolet, l'après-gouvernement lance « les véritables débuts du mendésisme ». Les circonstances de sa chute rendent plus impérieuse la nécessité d'imaginer une nouvelle République, de nouvelles pratiques de la République, une éthique du sens civique et du service public qui pourrait fonder la démocratie républicaine à laquelle il travaille. Pour ce faire, Pierre Mendès France et les mendésistes mettent en œuvre des lieux de réflexion et d'action, au parti radical que PMF conquiert le 4 mai 1955, dans *Les Cahiers de la République* qu'il fonde au printemps 1956 avec une pléiade d'intellectuels renommés dont Claude Nicolet (qui en devient le directeur), Ernest Labrousse, Alfred Sauvy ou Alain Touraine, au colloque de Caen sur la recherche scientifique et l'enseignement scolaire qui démontre, selon la formule toujours de Claude Nicolet, que « la République a besoin de savants⁴ », et bientôt au Club Jean Moulin imaginé en 1958 par de nombreux mendésistes, dont ceux qui animent alors la revue *Esprit*⁵.

Penser le socialisme démocratique

Artisan du Front républicain avec le socialiste Guy Mollet⁶, Pierre Mendès France apparaît comme le vrai vainqueur des élections du 2 janvier 1956, mais récusé l'offre de former le nouveau gouvernement au motif, pensait-il, que la France n'acceptera jamais qu'un « juif » décolonise l'Algérie. Guy

Mollet, qui ne possède ni son autorité ni sa clairvoyance, s'enfonce dans le « borborygme » algérien auquel s'oppose PMF, à l'intérieur du gouvernement puis à l'extérieur à partir du 23 mai 1956 date de sa démission du gouvernement. Il condamne aussi bien l'usage de la torture que l'expédition de Suez, mais son isolement croissant lui fait manquer la rénovation du parti radical.

Son hostilité au retour du général de Gaulle en juin 1958 puis son opposition à la V^e République contribuent à clarifier sa conception de la démocratie et le rapprocher du socialisme démocratique tel qu'il est défendu désormais à l'Union des forces démocratiques (juillet 1958) pour une « gauche authentique, unie, renouvelée », puis par le Parti socialiste autonome de Daniel Mayer, d'Alain Savary et du jeune Michel Rocard qui se transforme en PSU après l'adhésion des radicaux mendésistes. C'est la synthèse de Jaurès entre socialisme, République et démocratie qui est alors retrouvée et prolongée, tandis que la République gaullienne se construit à marche forcée et avec un succès non démenti.

La République moderne que Pierre Mendès France rédige en 1962 (et qu'il réédite en 1966) découle à la fois de l'expérience de 1954, du laboratoire mendésiste et du défi lancé par la présidentialisation du régime, cela dans une fidélité à la tradition républicaine de Jules Ferry, de Gambetta et de Jaurès. Battu aux élections législatives de 1962, PMF renforce sa vocation de maître en penser du socialisme démocratique, d'autant plus qu'il admet que le véritable combat se mènera désormais à l'intérieur des institutions, et son retour à la vie politique active le confirme : élu à Grenoble le 12 mars 1967, il devient l'un des quatre députés PSU de la « deuxième gauche ».

La vérité guidait leur pas paru en 1976⁷, dernier livre du vivant de Pierre Mendès France qui disparaît le 18 octobre 1982, donne des visages à cette tradition républicaine de l'idéal et de la raison, avec les hommages rendus à Ferry, Zola, Jaurès pour « les ancêtres », Caillaux ou Briand pour « Le risque », Blum ou de Gaulle pour « La tourmente », Hubert Beuve-Méry ou Georges Boris pour « La fidélité ». Ce dernier est aussi l'homme de Londres, pilier du Commissariat à l'Intérieur assisté du jeune Jean-Louis Crémieux-Brilhac (qui lui consacrera une biographie inspirée en 2010), indispensable conseiller à Matignon, qualifié par un autre des compagnons de Mendès, Georges Gombault, de « serviteur de la République » - en écho

au livre posthume de Boris, *Servir la République* (Julliard, 1963).

La longue introduction de *La vérité guidait leur pas* justifiait l'anthologie des figures républicaines admirées de Pierre Mendès France. « *Des hommes se sont battus pour assurer des fondations à un régime républicain, équilibré, contrôlé et dont on voudrait croire qu'il va de soi maintenant, qu'il fait partie d'un acquis irréversible* » relevait Pierre Mendès France. *Pourtant jamais depuis qu'ils ont vécu, la lutte pour la République n'a perdu de sa nécessité et de sa vérité. Ceux qui veulent conjuguer l'égalité et la liberté, construire le socialisme à visage humain, doivent toujours mettre et remettre au premier plan le souci et l'exigence de la démocratie politique.* »

« L'homme d'État et le pouvoir » exposait sur quarante pages une profonde méditation sur le devoir d'exemplarité en politique, et sur l'horizon de la justice en République, en société et dans le monde, afin de s'opposer toujours aux tentations autoritaires et de combattre l'injustice érigée en système. La démocratie républicaine, pour Pierre Mendès France, ne peut pas se réduire à un ensemble de règles et de principes édictés par une constitution :

« La démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité : c'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire ; c'est un code moral. Elle reconnaît à l'opposition comme aux minorités le droit de remettre les options passées en question, pour qu'à tout moment le pays puisse juger, jusqu'à se déjuger. L'ignorance de ce code moral ou son rejet par ceux qui ont accédé aux responsabilités peuvent alors conduire aux pires catastrophes, comme déjà Alexis de Tocqueville l'avait reconnu. Appelés au gouvernement, certains peuvent être tentés de transformer une mission conditionnelle et révocable en une sorte de délégation permanente ; se croyant ou se disant investis d'une grande mission, persuadés qu'ils font mieux que l'adversaire, ils peuvent chercher à conserver le pouvoir en abusant d'une propagande unilatérale, en exploitant le charisme d'un chef, les mythes, les peurs et les craintes, le chauvinisme et le racisme, l'égoïsme de classe, les promesses de la démagogie. Une situation de despotisme de fait peut alors se créer, même si elle n'a pas le caractère sanglant de précédents odieux encore présents à nos mémoires (et qui revivent dans de trop nombreux pays aujourd'hui). Une information biaisée, une répression d'abord modérée, des tribunaux d'exception ou, en tout cas, rendus dociles, une législation ambiguë qui sera progressivement

interprétée et déviée, des machinations et des provocations policières, des atteintes insidieuses aux libertés conduisent insensiblement à cette “tyrannie douce” dont parlait Tocqueville. On voit souvent des démocraties formelles qui ne refusent pas les consultations électorales, qui même y recourent largement (mais chaque fois dans un contexte captieux pour, en définitive, les falsifier), coexister avec un libéralisme relatif qui serra adroitement les contours du droit constitutionnel. »

Pour faire vivre la démocratie, le citoyen est appelé à agir pour elle. La démocratie est donc ce que le citoyen en fait : *« La démocratie, ce n'est donc pas le geste éphémère de l'électeur glissant une enveloppe dans une urne et démissionnant ensuite jusqu'au prochain scrutin. À la notion de souveraineté monarchique, se substitue celle d'une communauté où le plus grand nombre possible participe effectivement et où les citoyens et leurs représentants collaborent à chaque instant. »* L'engagement associatif garanti depuis 1971 au titre des « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République » est l'un de ces formes très hautes et très concrètes d'engagement civique⁸. La société civile, l'idéal public et l'État de droit sont aussi des dépositaires de la démocratie républicaine comme le rappelle le préambule de la Constitution de la Ve République, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen elle-même constitutionnalisée, ou son article 66 qui prévoit que *« Nul ne peut être arbitrairement détenu, et que l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi »*.

Concluant l'article « Pierre Mendès France » du *Dictionnaire critique de la République*, je revenais vers cette expérience décisive de 1954, soulignant que le chef d'un gouvernement jamais oublié

« a incontestablement beaucoup servi la République. [...] Son ministère demeura une référence, pour la IV^e République mais aussi pour la V^e, éclipsant de loin de grandes expériences que le temps ramène à de plus justes proportions. Pierre Mendès France démontra que la République n'était pas seulement un système de pouvoir ou de gouvernement, mais une culture du politique que résume l'expression d' "esprit républicain" et auquel l'Institut Pierre Mendès France consacra deux colloques en 1992 (Tel-Aviv) et 1994 (Assemblée nationale). »

Je rapportais ici la communication de Pierre Rosanvallon, particulièrement éclairante en ses explications de la philosophie de la démocratie de Pierre Mendès France, bâtie sur trois strates qui appartiennent pleinement à son idée de la République : République classique des Pères Fondateurs de la III^e dont il apparaît comme un héritier direct, République moderne avec la nécessaire représentation des corps intermédiaires socio-économique, République de la raison enfin contre la démocratie des passions pour construire ce que sont les enjeux et les règles collectives avec le maximum de justice et de vérité. « *Il me semble qu'aujourd'hui, écrit Pierre Rosanvallon, c'est peut-être à un même type d'effort que nous sommes conviés. C'est en tout cas à cela que m'a fait penser la relecture, aujourd'hui, de La République moderne.* »

Ces acquis historiques sont des héritages moraux qui offrent une boussole pour penser dans le tragique de l'histoire et se donner une grammaire de l'action démocratique. Pierre Mendès France a défendu la politique en République mais aussi une République des libertés et une France de l'honneur. Sa résistance au nazisme et à la Collaboration, son combat contre le racisme et l'antisémitisme, son engagement combattant dans le groupe Lorraine des bombardiers légers, son rôle dans la libération comme de la refondation de la France définissent une appartenance au patriotisme le plus élevé. Avec PMF et l'étude de son legs républicain, des faits constitutifs de l'histoire française éclairent les temps présents. Ceci devait être dit, soixante-

dix ans après le 17 juin 1954, qui conserve son pouvoir d'inspiration et ses fidélités.

La dissolution annoncée le dimanche 9 juin par le président de la République Emmanuel Macron a entraîné l'annulation du colloque organisé par l'Institut Pierre Mendès France, ce jour du 17 juin 2024, soixante-dix ans après l'après l'investiture d'un gouvernement qui, non seulement allait ses engagements mais de plus allait écrire une page majeure de l'histoire de la gauche démocratique en France. Ce colloque devait se tenir en salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale. Sa présidente Yaël Braun-Pivet a décidé, une fois la dissolution actée par le décret présidentiel, de la suspension immédiate de toutes les activités, y compris d'accueil de manifestations scientifiques. Est ainsi concerné également un colloque Jean Zay, « Parcours, actions, traces et actualité républicaine », devant se tenir deux jours plus tard. L'Institut Pierre Mendès France choisit de reporter son colloque à l'automne, à une date qui reste à déterminer. Agissant autrement, Les Amis de Jean Zay maintiennent leur rencontre en la déplaçant seulement en un autre lieu dans Paris, le Centre de la rue Mahler de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Si proches dans la vie et politiquement, Pierre Mendès France et Jean Zay se trouvent séparés au moment où résonne particulièrement leur actualité républicaine.

1. Vincent Duclert, Christophe Prochasson, *Le dictionnaire critique de la République*, Flammarion, 2002.
2. Jean-Louis Rizzo, *Pierre Mendès France*, La Découverte, 1994.
3. Voir Pierre Mendès France, « Le langage de la vérité en politique », *Le Point*, 21 février 2018. D'Alain Chatriot, voir Pierre Mendès France. *Pour une République moderne*, Paris, Armand Colin, coll. « Nouvelles Biographies historiques », 2015.
4. Vincent Duclert, « Le colloque de Caen : la dynamique d'un succès politique », *Recherche socialiste*, n° 102-103, janvier-juin 2023, p. 155-170.
5. Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin. 1958-1970*, Paris, Fayard, 2002.
6. Dans *L'Express* du 30 décembre 1955, Albert Camus s'exprime sur Pierre Mendès France et son importance dans la coalition des gauches du Front républicain : « Je voterai donc pour le Front républicain et les candidats patronnés par Mendès France. Je ne prends pas ce dernier pour un sauveur suprême et lui-même ne se prend pas pour tel. Il sait que demain un gouvernement Mendès France nous trouvera, s'il était nécessaire, aussi libres dans nos critiques et notre opposition. Il accepte, à son honneur, ce risque qui est celui de la liberté. Mais il représente pour le moment la seule chance d'amélioration et de progrès pour notre société. À ma place et après réflexion, je favoriserais cette chance par mon vote. Je ne demande à personne de m'imiter, ce n'est pas mon métier. Mais je puis

demander au moins à ceux qui me lisent et qui m'interrogent de réfléchir aux arguments d'un écrivain qui s'est décidé à prendre sa place dans la vie publique, sans aucun avantage personnel et souvent contre sa vocation d'artiste, mais qui a trois motifs pour le faire : le sentiment difficile, et parfois insupportable, du malheur de son pays, la religion de la liberté, et l'espoir d'une dignité commune qui réconciliera enfin chez nous le travail et l'intelligence. » (« Explication de vote », réédité dans *Actuelles IV*, Paris, Gallimard, à paraître en novembre 2024).

7. Pierre Mendès-France, *La vérité guidait leurs pas*, Gallimard, 1976. Réédition dans la collection « Folio histoire » en 2022.

8. Voir Vincent Duclert, *Réinventer la République. Une constitution morale*, Paris, Armand Colin, coll. « Le temps des idées », 2013.